

26 Iran
28 Inde
30 Freitag

32 Jean-Stéphane Bron
36 Pascal Bruckner
28 Société

40 Web
41 Armée
43 Photographie



Majorité féminine au Conseil fédéral

LES FEMMES AU POUVOIR... VRAIMENT?

ÉLECTIONS. Le 22 septembre prochain, qu'une seule ou que deux femmes supplémentaires soient portées au gouvernement ne changera rien à la dureté du constat: politique, administration ou économie, les statistiques trahissent un retard énorme en matière d'égalité.

TEXTE CHRISTOPHE PASSER
INFOGRAPHIE JULIE BERCLAZ

On le répète encore aux écolières et écoliers: «La Suisse est l'une des plus vieilles démocraties du monde.» Filles et garçons apprennent ébaubis qu'en 1848, le pays est même le premier en Europe à proposer ce suffrage que l'on appelait alors comiquement «universel», c'est-à-dire réservé aux hommes. Il faudra pourtant 123 années supplémentaires pour qu'en 1971, enfin, les femmes puissent voter et être élues: la Suisse, pour le coup, est l'un des derniers Etats à accepter le suffrage féminin, bien après l'Afghanistan, la Syrie, l'Iran ou les îles Tonga. Rien n'était allé de soi. Contrairement à la plupart des pays, où les droits de vote et d'éligibilité furent accordés par les parlements d'un seul coup à tous les niveaux (communaux, régionaux et nationaux), les Suissesses durent lutter durant les trois quarts du XX^e siècle pour avancer centimètre par centimètre, affrontant peu ou prou la même rhétorique: menaces sur un prétendu ordre naturel des différences entre les sexes et déliquescence de la famille. Alors, que «seulement» trente-neuf ans après avoir obtenu ce minimum démocratique, cinq femmes puissent siéger au Conseil fédéral (soit 71 % du gouvernement) dans trois semaines serait évidemment une formidable avancée, une très belle image de vitrine et même une première mondiale.

Mais images comme vitrines sont faites pour édifier ou appâter. Elles sont trompeuses. Celle-là le sera, et terriblement. Car les

statistiques rassemblées par *L'Hebdo* (voir pages 18 et suivantes) sur le pouvoir réel des femmes en Suisse, dans les lieux de prises de décision, montrent encore un retard considérable. S'il y a égalité dans les discours de principe, il n'y a aucune parité dans les faits, que ce soit au niveau des hautes administrations ou écoles, dans le top management ou la direction des grandes entreprises, et également en politique.

Progression en politique. A l'instant de scruter les évolutions, c'est cependant dans l'arène politique que la situation est la moins pire. En 1971, 10 femmes furent élues au Conseil national, une seule au Conseil des Etats. Aujourd'hui, il y a 59 femmes sur 200 au CN (29,5%), 10 sur 46 au CE (21,7%). Pour ce qui est des gouvernements cantonaux, la proportion de conseillères d'Etat atteint 22,4%. Quatre, voire cinq ministres le 22 septembre manifesteraient ainsi un genre d'avant-garde. Ou un mirage trompeur: celui du mythe d'une égalité réalisée.

Car dès que l'on quitte la vitrine pour aller dans les rayonnages de la petite boutique du pouvoir, c'est-à-dire les postes clés de

chefs de service dans la haute administration, reliés directement aux membres du gouvernement, on retombe de haut (lire l'article de Michel Guillaume en page 21). Sur 57 postes ainsi recensés, 10 sont occupés par des femmes. Et les conseillères fédérales en place ne font pas grand-chose pour faire bouger

la tendance. Pas l'ombre d'une femme aux postes qui comptent chez Eveline Widmer-Schlumpf. Chez Micheline Calmy-Rey, une seule cheffe de division politique. Il n'y a que Doris Leuthard pour s'être lancée dans un programme en faveur de la promotion des femmes dans les hautes sphères de son département, où elles représentent désormais un cinquième des cadres. Pour Stéphanie Pahud, maître assistante en linguistique française à l'Université de Lausanne, rien n'est donc plus ambigu que les discussions sur le nombre futur de femmes au gouvernement. «Ce n'est absolument pas un faux pro-

blème, comme je l'entends parfois. Mais une fausse évidence.» Parce que contestée de façon plus ou moins assumée (les déclarations-rétractations de Micheline Calmy-Rey) et >>>

EN CHIFFRES

4

Le nombre de femmes qui occupent des positions dirigeantes dans les 110 plus grandes entreprises suisses

10

Le nombre de femmes qui détiennent un des 57 postes-clés dans la haute administration fédérale

1

Le nombre de femmes parmi les recteurs à la tête des universités et des écoles polytechniques

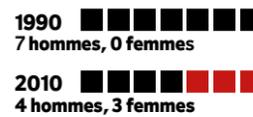
POLITIQUE

La moitié de la parité est atteinte

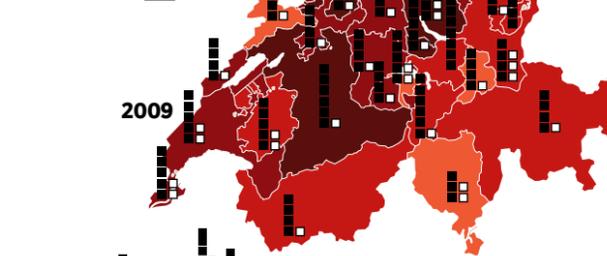
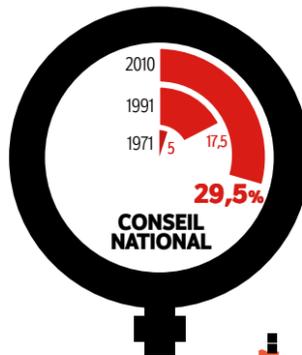
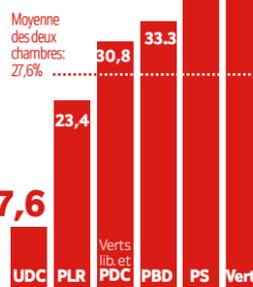
A. Femmes au Parlement



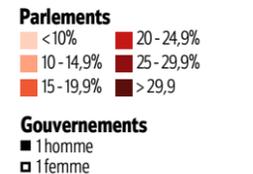
B. Femmes au Conseil fédéral



Pourcentage de femmes dans les groupes parlementaires



C. Femmes dans les cantons



Depuis qu'elles ont le droit de vote et d'éligibilité, les Suissesses squattent très lentement les marches du pouvoir. En 1971, 10 femmes sont élues au Conseil national, une seule au Conseil des Etats. Il faut attendre 1983 pour voir une conseillère d'Etat: la socialiste Hedi Lang, à Zurich. Elle ouvre la voie à l'élection d'Elisabeth Kopp au Conseil fédéral l'année suivante. De 1989 à 1993, le gouvernement sera à nouveau exclusivement masculin. La part des femmes, tous niveaux de pouvoir confondus, fédéral, cantonal ou communal, excède rarement le quart d'élus, sauf exceptions urbaines. La moitié de la parité. A l'image des conseillères d'Etat qui occupent 35 des 156 postes d'exécutif en 2010, soit une proportion de 22,4%.



RARES DIRIGEANTES Nayla Hayek, présidente du CdA de Swatch Group; Magdalena Martullo-Blocher, CEO d'EMS CHEMIE; Monika Ribar, CEO de Panalpina; Irene Kaufmann-Brändli, présidente du CdA de Coop.

>>> parce que les discussions féministes contemporaines mêlent deux grandes écoles de pensée. «On a d'un côté l'égalitarisme, qui postule une similitude ontologique entre tous les êtres humains et considère que les différences entre hommes et femmes sont le résultat de constructions sociohistoriques. De l'autre, le différentialisme, plus représenté aux Etats-Unis, qui pense qu'il existe des différences "essentielles" entre hommes et femmes et que les sexes développent naturellement des compétences particulières, par exemple l'abstraction pour les hommes, l'empathie ou la sollicitude pour les femmes.»

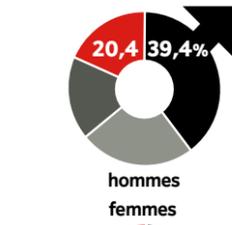
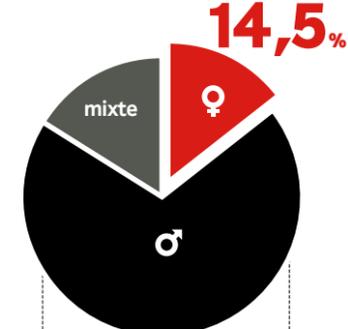
Mélange des féminismes. Or, l'époque tend à mélanger les argumentaires. «Quand j'entends une conseillère nationale socialiste défendre les femmes sur l'idée que ces dernières n'abordent pas les dossiers de la même manière, on est en plein différentialisme.» C'est-à-dire sur le principe des femmes venues de Vénus alors que les hommes seraient natifs de Mars: et à partir de là, les ennuis commencent, puisque l'on abandonne l'idée qu'hommes et fem-

mes seraient à égalité. Méfiance aussi avec le machisme à l'envers, lorsque des femmes pensent défendre leurs candidates en disant que seule compte la compétence: autrefois, c'était l'argument idiot utilisé par les hommes contre les femmes... La situation des femmes est la plus désertique sur le plan du pouvoir économique. Une étude du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) sur les élites est en cours, et sera publiée l'an prochain. *L'Hebdo* a pu accéder à une partie de ces données sur lesquelles travaille notamment André Mach, enseignant à l'Université de Lausanne. Il y fait ce constat: «Dans le cadre de notre recherche FNS sur les élites en Suisse, nous n'avons pas fait d'études spécifiques sur les femmes. Tout simplement en raison du manque de matériel. Il y a tellement peu de femmes dans les conseils d'administration ou dans les directions d'entreprises que cela est impressionnant, malgré une très légère hausse à la toute fin du XX^e siècle. A titre d'hypothèse, on peut mentionner que cette absence de femmes tient à leur absence dans des lieux de sociabilité déterminants du pouvoir écono-

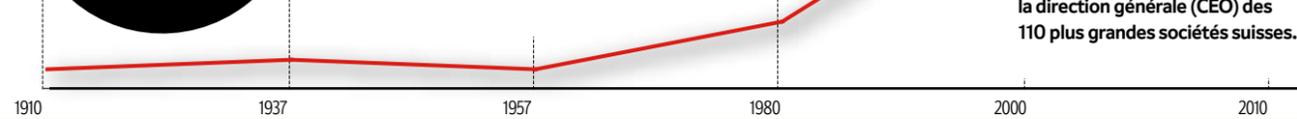
ÉCONOMIE

Femmes en retrait

A. Créateurs(trices) d'entreprises



B. Situation dans l'entreprise



Le monde de l'économie ne fait pas de cadeaux aux femmes. Salarisées, elles ne constituent que 12,8% des patrons suisses en 2009, toutes tailles de firme confondues. Dans les 110 plus grandes entreprises, seules 78 femmes siègent aux conseils d'administration ou à la direction de ces sociétés en 2010 (8,8%). Même constat dans la création entrepreneuriale. A peine 15% d'entre elles se lancent, surtout dans deux secteurs: celui de la santé et de l'action sociale (44%) et celui, pudiquement nommé par l'OFS, «des autres activités de services» (53%).

C. Grandes entreprises

Pourcentage de femmes aux conseils d'administration et à la direction générale (CEO) des 110 plus grandes sociétés suisses.

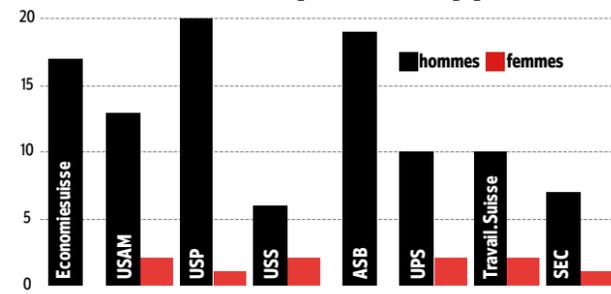
mique suisse au XX^e siècle. Comme l'armée ou le Rotary Club.» Tout est dit, ou presque.

L'historique Nayla Hayek. Le presque, c'est par exemple Nayla Hayek, récemment portée à la tête du conseil d'administration de Swatch Group, ce qui est historique: c'est la première fois qu'une femme accède à un tel poste au sein d'une entreprise cotée au Swiss Market Index (SMI). Jusqu'aux années quarante-vingt les statistiques démontrent l'absence de femmes à la tête des grandes entreprises, que ce soit à la direction ou au conseil d'administration. On en était à un peu plus de 6% au tournant des années 2000, on s'approche des 9% désormais. Mais l'évolution demeure lente. Pour Françoise Piron, directrice de Pacte - Des paroles aux actes, association romande destinée à la promotion des femmes dans l'économie - les causes en sont évidemment aussi complexes que multiples. «Bien sûr qu'il faut des crèches, des temps partiels, des horaires aménagés. Mais je dis souvent que ce sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes. Le problème essentiel pour les femmes

actuellement dans des postes de pouvoir au sein des grandes sociétés, c'est qu'elles sont contraintes d'adopter les règles masculines pour y faire leur place.» Cela alors que l'on devrait aller vers «un épanouissement des singularités», sourit Stéphanie Pahud: «J'aime le détournement de la citation célèbre de Simone de Beauvoir transformée en "on ne naît pas femme, alors ne le devenons pas".» Car l'organisation de la plupart des entreprises est encore emplie de valeurs militaires, pyramidales et masculines. S'ajoute à cela une différence salariale qui perdure: l'écart stagne scandaleusement depuis une dizaine d'années aux alentours de 24%. «Pour beaucoup de femmes, poursuit Françoise Piron, il arrive un moment où elles ne se sentent plus en harmonie avec cet environnement très dur, en décalage avec elles-mêmes. On observe d'ailleurs aussi que de plus en plus d'hommes ont du mal à s'y retrouver. Alors elles ne prennent pas les postes, ne veulent pas de la compétition. Ces dernières années, on s'est ainsi souvent contenté de juxtaposer hommes et femmes, alors qu'il faut >>>

ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES

Les femmes manquent à l'appel



Associations économiques (comités directeurs)*

Seules dix femmes représentent politiquement les intérêts patronaux et syndicaux. Economiesuisse et l'Association suisse des banquiers n'en comptent aucune.

UNIVERSITÉS ET EPF

Une minorité écrasante

Sur 11 universités et EPF suisses, 1 rectrice



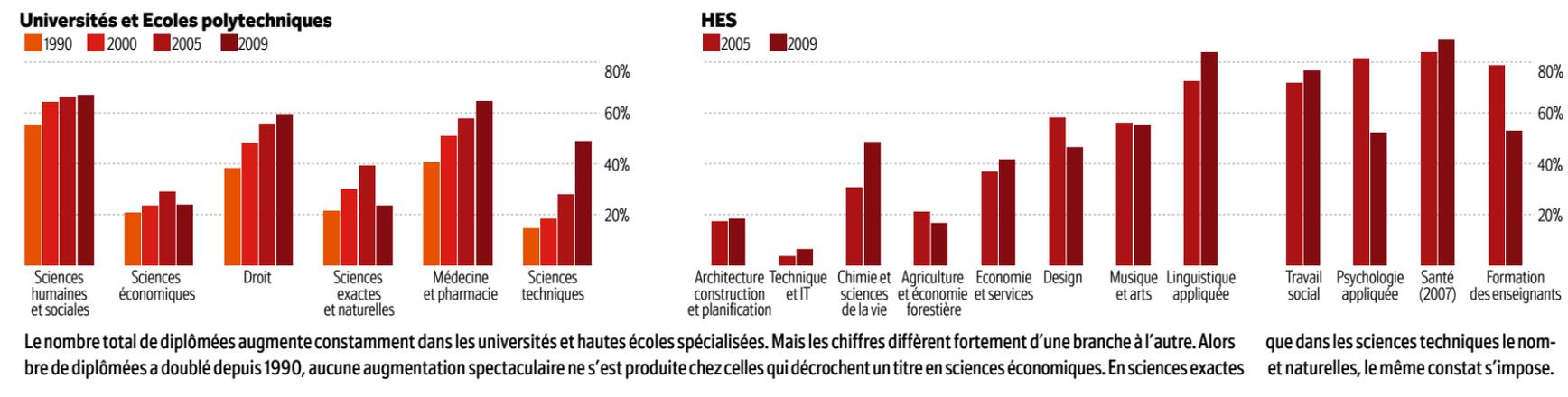
Sur 78 facultés, toutes universités confondues, 8 doyennes

Une seule femme à la tête des universités et des EPF. La direction de l'académie reste une affaire d'hommes. Une exception: l'Université de Saint-Gall, où trois postes clés sur cinq sont occupés par des femmes.

*USAM: Union suisse des arts et métiers | USP: Union suisse des paysans | USS: Union syndicale suisse | ASB: Association suisse des banquiers | UPS: Union patronale suisse | SEC: Société suisse des employés de commerce

DIPLÔMÉES DES HAUTES ÉCOLES

Une augmentation variable



AILLEURS DANS LE MONDE

Même si on en annonce une centaine dans dix ans, il n'y a aujourd'hui que 44 femmes parmi les 500 responsables financiers des plus grandes entreprises américaines: les femmes sont mieux placées au niveau du management moyen, où elles occupent près de 52% des postes, un chiffre qui a doublé en trente ans. Dans certaines professions libérales, comme les avocats, les femmes sont aujourd'hui 32% aux USA (3% en 1970). Au sein des directions des grandes entreprises, l'Union européenne fait en moyenne un peu mieux que nous: 11% de femmes (contre 8,8% en Suisse). Mais ce chiffre grimpe à 15% en Hollande, et même à 27% en Suède, s'effondrant en Italie aux alentours de 4%. Du côté de l'emploi, près de 75% des huit millions de postes créés dans l'UE depuis 2000 ont été occupés par des femmes.

>>> plutôt repenser les organisations en tenant compte des richesses de cette mixité.» Mixité: le Graal à atteindre, l'idée du mélange heureux conciliant les sexes. A condition d'avoir choisi aussi le bon chemin pour progresser. «On évoque souvent le fameux plafond de verre que n'arrivent pas à franchir les femmes. Mais il existe aussi dans les entreprises des parois de verre: les femmes se retrouvent dans des postes de *side management*, comme le marketing, les ressources humaines ou la communication. Or, la plupart du temps, ce ne sont pas ces fonctions qui amènent à la direction.»

Françoise Piron, elle-même ingénieure de formation, plaide ainsi pour que les femmes choisissent des formations menant aux fonctions décisives: les sciences économiques, les mathématiques, les études techniques ou d'ingénieur. Car pour Hazeline van Swaay-Hoog, chasseuse de têtes et fondatrice de Dayak, à Saint-Prex: «Il n'y a à mon sens pas de résistance envers les femmes dans les entreprises. Le

problème c'est encore qu'il n'y en a pas assez qui font le choix d'une carrière. Ou alors elles l'interrompent au moment des enfants et, lorsqu'elles reviennent, se retrouvent en concurrence avec des gens plus jeunes.» Le fameux chiffre de 30% de femmes est évoqué: en politique comme en économie, il représente le seuil critique à partir duquel on observe un vrai changement sur le nombre de femmes qui accèdent à des postes importants.

La récession des hommes. Pourtant, c'est là que les bonnes nouvelles commencent peut-être. Les femmes arrivant sur le marché du travail sont de plus en plus nombreuses et de mieux en mieux formées. Dans certaines facultés, les étudiantes sont depuis longtemps majoritaires. Dans d'autres – souvent les formations scientifiques – elles rattrapent leur retard. Il arrivera donc forcément un moment où la fameuse masse critique engendrera des évolutions fortes. Reste à savoir quand et les prévisions parlent plutôt de l'horizon d'une génération que d'une espérance à cinq ans.

L'exemple vient des Etats-Unis, où l'on en est à parler de révolution. Dans le management moyen, les femmes sont majoritaires aux USA. Et apparaissent surtout comme le plus énorme potentiel de marché: en quarante ans, alors qu'elles ne représentaient que 6% du revenu des ménages, elles sont parvenues à plus de 42% aujourd'hui. Du côté de Wall Street, on évoque la «mancesion», la récession des hommes: sur les 11 millions d'emplois perdus aux Etats-Unis depuis trois ans, 66% étaient occupés par des hommes, qui ne représentent pourtant que 54% du marché du travail: être un mâle devient un risque et les entreprises dégraissent en priorité ces (plus hauts) salaires-là. C'est à la fois la marque de l'égalité et d'un triomphe annoncé du pouvoir des femmes, mais aussi une de ses limites, si cela revient à réveiller ce démon pour l'instant si heureusement assoupi: le danger d'une guerre des sexes. ○

AVEC LA COLLABORATION DE MICHEL GUILLAUME, CHANTAL TAUXE, YVES STEINER ET RENATA VUJICA.

HAUTE ADMINISTRATION: LES GRANDES ABSENTES

ARRIÈRE-BOUTIQUE. Pas de femmes secrétaires d'Etat, presque pas de cheffes d'office. Les postes clés de l'administration restent solidement en main masculine.

MICHEL GUILLAUME

Connaissez-vous Brigitte Rindlisbacher et Elisabeth Meyerhans Sarasin? Ces deux secrétaires générales – du Département de la défense (DDPS) pour la première et du Département fédéral des finances (DFF) pour la seconde – sauvent l'honneur dans les hautes sphères de l'administration. Pour le reste, c'est le désert, ou presque: les femmes sont absentes des postes clés. L'Hebdo a passé à la loupe l'annuaire fédéral, bible rouge et blanche de l'administration, pour y dénicher des femmes ayant au minimum le statut de cheffe d'office ou la responsabilité d'une unité reliée directement au Conseil fédéral. Le résultat est désolant. Elles sont

10 sur les 57 postes recensés, soit un maigre 17,5%. Aucune secrétaire d'Etat, aucune femme d'influence capable de dialoguer d'égal à égal avec son ou sa ministre, comme le faisaient un Peter Siegenthaler aux Finances ou un Max Friedli aux Transports. On est donc bien loin de la parité, cette même parité que certains estimerait bafouée si le Parlement devait élire cinq femmes au Conseil fédéral.

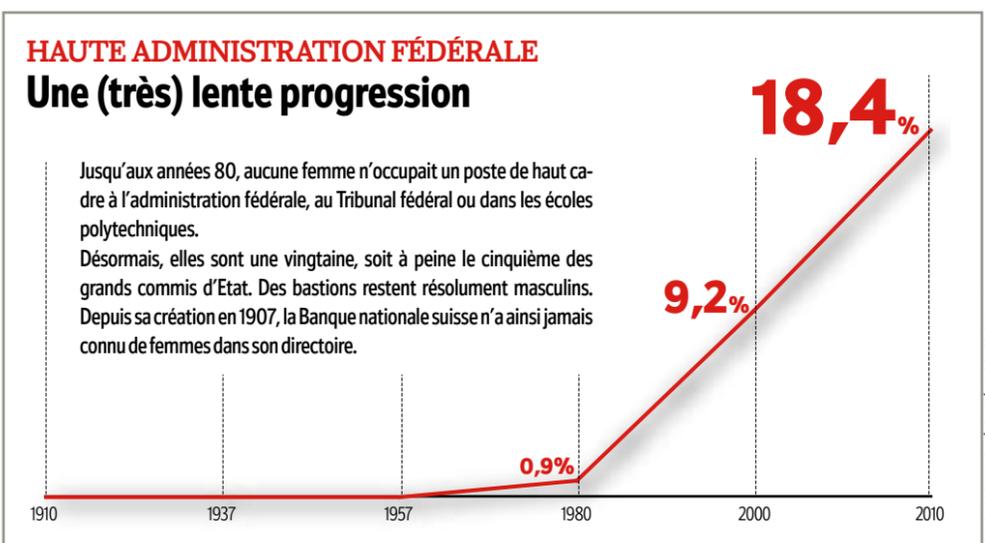
Plafond de verre. Notre enquête corrobore ainsi le dernier rapport 2009 du Conseil fédéral sur la gestion du personnel, qui chiffrait à 13,5% la proportion des femmes travaillant dans les classes de salaire 30 à 38, soit touchant un revenu annuel maximal situé entre 190 000 et

360 000 francs. Un «plafond de verre» subsiste donc bel et bien pour les femmes au Palais fédéral. Car sur l'ensemble de leurs effectifs, plusieurs départements ont déjà réalisé la parité: le Département fédéral de l'intérieur de Didier Burkhalter, il est vrai très centré sur les problèmes sociaux, compte désormais 51,8% de femmes en son sein. Le problème se situe donc au sommet de la hiérarchie, au cœur du pouvoir, là où s'ébauchent les lois qui façonneront la Suisse de demain. «Cette proportion si basse de femmes est désastreuse. Elle montre qu'on est encore loin de l'égalité des chances dans l'administration», s'offusque la secrétaire générale des Femmes du Parti libéral-radical (PLR), Claudine Esseiva. >>>

HAUTE ADMINISTRATION FÉDÉRALE

Une (très) lente progression

Jusqu'aux années 80, aucune femme n'occupait un poste de haut cadre à l'administration fédérale, au Tribunal fédéral ou dans les écoles polytechniques. Désormais, elles sont une vingtaine, soit à peine le cinquième des grands commis d'Etat. Des bastions restent résolument masculins. Depuis sa création en 1907, la Banque nationale suisse n'a ainsi jamais connu de femmes dans son directoire.



TRIO PRÉSIDENTIEL 2010 Pascale Bruderer, Doris Leuthard, Erika Forster, respectivement présidente du Conseil National, de la Confédération, du Conseil des Etats.

>>> Même indignation chez la conseillère nationale Maria Roth-Bernasconi (PS/GE): «Je suis choquée, mais pas surprise. Ces chiffres témoignent du manque de sensibilité des conseillers fédéraux à cet égard. Décevant aussi est le fait que les conseillères fédérales n'ont

guère accéléré la promotion des femmes aux postes clés. Doris Leuthard a certes lancé un programme de promotion des femmes dans les directions de ses secrétariats et offices. En deux ans, la proportion de femmes a progressé de 13 à 21%. Pas encore de quoi pavoiser.

LES CONSEILLÈRES FÉDÉRALES N'ONT GUÈRE ACCÉLÉRÉ LA PROMOTION DES FEMMES AUX POSTES CLÉS.

Cheffe des Affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey a enfin nommé en 2008 une femme en la personne de Helene Budliger

Artieda à l'importante direction des ressources. Même si le DFAE prétend compter 30% de cadres femmes, ses chefs de divisions

politiques restent tous masculins, à une exception près. Quant à la cheffe du Département de justice et police, Eveline Widmer-Schlumpf, elle ne compte plus la moindre femme aux postes clés après s'être séparée de sa secrétaire générale Sonja Bietenhard.

Alors, à quand une secrétaire d'Etat par exemple? Jean-Daniel Gerber, directeur du Seco, prendra sa retraite l'an prochain. Une femme affiche un CV qui rappelle le sien. Il s'agit de Marie-Gabrielle Ineichen, une avocate de 49 ans qui parle sept langues (français-

allemand-italien-anglais-espagnol-russe-chinois). Elle est actuellement déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux. Elle possède une grande expérience des négociations multilatérales (c'est la cheffe de la délégation suisse à l'OMC) et des négocia-

tions bilatérales (elle mène les négociations d'un accord de libre-échange avec l'Inde et l'Indonésie par exemple). Un gouvernement à majorité momentanément féminine saura-t-il corriger une situation d'ensemble désastreuse? o

CHEFFES D'OFFICE, SECRÉTAIRES GÉNÉRALES, SECRÉTAIRES D'ETAT: CHERCHEZ LA FEMME



Didier Burkhalter
Département fédéral de l'intérieur

8 HOMMES
2 FEMMES

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (80)
Benno Bättig

Secrétaire d'Etat à la formation et à la recherche (100)
Mauro dell'Ambrogio

Bureau fédéral de l'égalité entre hommes et femmes (10)
Patrizia Schulz

Office fédéral de la culture (220)
Jean-Frédéric Jauslin

Bibliothèque nationale suisse (130)
Marie-Christine Doffey

Archives fédérales suisses (50)
Andreas Kellerhals

Office fédéral de la météorologie et de climatologie (290)
Daniel Keuerleber

Office fédéral de la santé publique (420)
Pascal Strupler

Office fédéral de la statistique (570)
Jürg Marti

Office fédéral des assurances sociales (260)
Yves Rossier



Moritz Leuenberger
Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

7 HOMMES
1 FEMME

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (80)
Hans Werder

Office fédéral des transports (260)
Peter Füglistaler

Office fédéral des routes (410)
Rudolf Dieterle

Office fédéral de l'aviation civile (250)
Peter Müller

Office fédéral de l'énergie (160)
Walter Steinmann

Office fédéral de la communication (250)
Martin Dummermuth

Office fédéral de l'environnement (400)
Bruno Oberle

Office fédéral de l'aménagement du territoire (60)
Maria Lezzi

Entre (): Nombre d'employés sous ses ordres
* Poste à 20%



Eveline Widmer-Schlumpf
Département fédéral de justice et police

5 HOMMES
0 FEMME

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE (110)
Jörg Gasser

Office fédéral de la justice (210)
Michael Leuphold

Office fédéral de la police (750)
Jean-Luc Vez

Office fédéral de météorologie (120)
Christian Bock

Office fédéral des migrations (720)
Alard du Bois Reymond



Doris Leuthard
Département fédéral de l'économie

5 HOMMES
2 FEMMES

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (190)
Walter Thurnherr

Secrétariat d'Etat à l'économie (450)
Jean-Daniel Gerber

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (150)
Ursula Renold

Office fédéral de l'agriculture (970)
Manfred Bötsch

Office vétérinaire fédéral (150)
Hans Wyss

Office fédéral du logement (40)
Peter Gurtner

Office fédéral de l'approvisionnement économique
Gisèle Girgis-Musy * (30)



Micheline Calmy-Rey
Département fédéral des affaires étrangères

4 HOMMES
1 FEMME

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (80)
Roberto Balzaretto

Secrétaire d'Etat, chef de la Direction politique (230)
Peter Maurer

Direction des ressources (390)
Helene Budliger Artieda

Division du droit international public (40)
Valentin Zellweger

Direction du développement et de la coopération (500)
Martin Dahinden



Hans-Rudolf Merz
Département fédéral des finances

7 HOMMES
3 FEMMES

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE (110)
Elisabeth Meyerhans Sarasin

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
Michael Ambühl

Administration fédérale des finances (200)
Fritz Zurbrugg

Office fédéral du personnel (100)
Barbara Schaeerer

Administration fédérale des contributions (980)
Urs Ursprung

Administration fédérale des douanes (4'500)
Rudolf Dietrich

Régie fédérale des alcools (150)
Alexandre Schmidt

Office fédéral des constructions et de la logistique (870)
Gustave Ernest Marchand

Office fédéral de l'informatique et de la communication (1'060)
Marius Redli

Centrale de compensation AVS (700)
Valérie Caverio



Ueli Maurer
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

9 HOMMES
1 FEMME

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE (490)
Brigitte Rindlisbacher

CHEF ÉTAT-MAJOR
Yves Bichsel

Etat-major de la délégation du Conseil fédéral pour la sécurité
Markus Wohlhauser

Direction du service de renseignement stratégique
Markus Seiler

Office de l'auditeur en chef
Dieter Weber

Chef de l'armée (9'680)
André Blattmann

Armasuisse, chef de l'armement (930)
Jacob Baumann

Office fédéral de la protection de la population (280)
Willi Scholl

Office fédéral du sport (280)
Matthias Remund

Office fédéral de la topographie
Jean-Philippe Amstein



Corina Casanova
Chancellerie fédérale

2 HOMMES
0 FEMME

PORTE-PAROLE DU CONSEIL FÉDÉRAL
André Simonazzi

VICE-CHANCELIER
Thomas Helbling

TOTAL
57 postes
47 hommes
10 femmes